

**Art. 2.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

**Art. 3.** Notre Ministre des Affaires sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, 24 février 2003.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires sociales et des Pensions,  
F. VANDENBROUCKE

**Art. 2.** Dit besluit treedt in werking de dag dat het in het *Belgisch Staatsblad* is bekendgemaakt.

**Art. 3.** Onze Minister van Sociale Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 24 februari 2003.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken en Pensioenen,  
F. VANDENBROUCKE

## GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

### REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

#### MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2003 — 971

[2003/200359]

**6 FEVRIER 2003.** — Décret modifiant le décret du 5 juin 1997 relatif aux maisons de repos, résidences-services et aux centres d'accueil de jour pour personnes âgées et portant création du Conseil wallon du troisième âge (1)

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent décret règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128, § 1<sup>er</sup>, de celle-ci.

**Art. 2.** A l'article 2 du décret du 5 juin 1997 relatif aux maisons de repos, résidences-services et aux centres d'accueil de jour pour personnes âgées et portant création du Conseil wallon du troisième âge, sont apportées les modifications suivantes :

1. Au 1<sup>o</sup>, les mots « , quelle qu'en soit la dénomination, » sont insérés entre le mot « établissement » et le mot « destiné ».

2. Le 2<sup>o</sup> est remplacé par la disposition suivante :

« 2<sup>o</sup> résidence-services : un ou plusieurs bâtiments, quelle qu'en soit la dénomination, constituant un ensemble fonctionnel, géré par un pouvoir organisateur qui, à titre onéreux, offre à des personnes âgées de soixante ans au moins des logements particuliers leur permettant de mener une vie indépendante ainsi que des services auxquels elles peuvent librement faire appel.

Le Gouvernement précise la notion d'ensemble fonctionnel.

Les locaux, équipements et services collectifs de la résidence-services peuvent également être accessibles à d'autres personnes âgées de soixante ans au moins.

A la condition qu'ils n'en utilisent pas la dénomination, ne sont pas considérés comme résidences-services au sens du présent décret :

a) les habitations pour vieux ménages et les centres de services communs qui se fondent respectivement sur l'arrêté du Régent du 2 juillet 1949 et sur le décret de la Communauté française du 30 juin 1982;

b) les établissements qui correspondent à la définition de la résidence-services et qui existaient avant le 6 février 1999, pour autant qu'ils fassent une demande de dispense dans un délai de six mois à dater de l'entrée en vigueur du décret du 6 février 2003 modifiant le décret du 5 juin 1997 relatif aux maisons de repos, résidences-services et aux centres d'accueil de jour pour personnes âgées et portant création du Conseil wallon du troisième âge. La demande de dispense est introduite auprès du Gouvernement. Le Gouvernement détermine le contenu du dossier et les modalités d'examen de la demande de dispense;

c) les logements particuliers occupés par leurs propriétaires. »

3. Au 3<sup>o</sup>, les mots « , quelle qu'en soit la dénomination, » sont insérés entre le mot « centre » et le mot « situé ».

3bis. Au 8<sup>o</sup>, ajouter le mot « institutionnel » après les mots « projet de vie ».

4. Il est ajouté un 9<sup>o</sup>, un 10<sup>o</sup> et un 11<sup>o</sup> rédigés comme suit :

« 9<sup>o</sup> administration : l'administration de la Région wallonne chargée de la politique du troisième âge;

10<sup>o</sup> titre de fonctionnement : l'agrément ou l'autorisation provisoire de fonctionnement;

11<sup>o</sup> court séjour : séjour temporaire en maison de repos dont la durée est initialement fixée de commun accord entre le gestionnaire et le résident ou son représentant.

**Art. 3.** A l'article 4 du même décret sont apportées les modifications suivantes :

1. L'alinéa 3 du paragraphe 1<sup>er</sup> est abrogé.
2. Au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 4, les mots « et des besoins spécifiques des » sont remplacés par le mot « de ».
3. Au paragraphe 1<sup>er</sup>, il est ajouté trois alinéas rédigés comme suit :

« Le Gouvernement peut, selon les règles qu'il fixe, s'écarter du programme des maisons de repos en vue d'octroyer des accords de principe permettant de redistribuer, dans le secteur dont ils proviennent, les lits récupérés à la suite d'une décision de réduction de capacité prise sur la base de l'article 13*bis* ou en raison de l'expiration du délai de validité d'un accord de principe visé à l'article 30, alinéa 1<sup>er</sup>.

L'administration fournit à toute personne qui en fait la demande les données détaillées relatives à l'état actualisé des programmes d'implantation.

Ces données reprennent la situation par rapport aux dispositions fixées par l'autorité fédérale en matière de financement des soins en maison de repos et, par arrondissement, l'application du programme d'implantation par rapport aux données démographiques, ainsi que le nombre de lits, de logements et de places d'accueil disponibles par secteur. »

4. Le paragraphe 2 est remplacé par la disposition suivante :

« § 2. Tout projet d'ouverture d'une maison de repos, d'une résidence-services ou d'un centre d'accueil de jour, d'extension de ceux-ci ou de réouverture après une interruption d'exploitation est soumis à l'accord de principe du Gouvernement. Lorsqu'il est saisi d'une demande d'accord de principe, le Gouvernement vérifie si le projet est compatible avec le programme visé au paragraphe 1<sup>er</sup>.

N'est pas considéré comme une interruption d'exploitation le seul changement de gestionnaire d'une maison de repos, d'une résidence-services ou d'un centre d'accueil de jour.

Le changement de secteur d'un établissement doit faire l'objet d'un accord de principe préalable.

L'accord de principe ne peut pas être cédé, sauf dans le cadre d'un changement de gestionnaire de l'établissement auquel se rapportent les lits, les logements ou les places d'accueil concernés par la cession et pour autant que ceux-ci soient concrétisés sur le même site et dans les mêmes conditions et délais que ceux déterminés lors de l'octroi de l'accord de principe.

Des modalités particulières visant la protection des résidents peuvent être fixées lorsque la demande d'accord de principe est accompagnée d'une convention de cession de lits, de logements ou de places d'accueil pour lesquels un titre de fonctionnement a été octroyé.

La demande d'accord de principe est introduite auprès du Gouvernement par le gestionnaire.

Le Gouvernement fixe la composition du dossier.

Celui-ci comporte en tout cas la description des infrastructures et aménagements projetés.

L'accord de principe accordé par le Gouvernement perd ses effets si un titre de fonctionnement n'est pas accordé dans le délai de trois ans.

Ce délai peut être prolongé pour une période maximale de trois ans sur la base d'un mémoire justificatif des raisons pour lesquelles le projet n'a pu être réalisé dans un délai de trois ans, selon les modalités fixées par le Gouvernement.

Le Gouvernement fixe les modalités d'introduction des demandes et d'octroi de l'accord de principe, ainsi que les délais de décision.

Un recours contre les décisions relatives aux accords de principe peut être exercé auprès du Gouvernement selon les modalités qu'il fixe, sauf contre les décisions motivées par le caractère contraignant de la programmation. »

**Art. 4.** A l'article 5 du même décret sont apportées les modifications suivantes :

1. Au paragraphe 2, 10°, alinéa 2, remplacer les phrases « Le Gouvernement définit également les dispositions spécifiques relatives à l'accueil de court séjour. La durée du court séjour ne peut excéder une durée de six mois. par la phrase « Le Gouvernement définit également les dispositions spécifiques relatives à l'accueil de court séjour en ce compris sa durée. »

1*bis*. Au paragraphe 2, il est ajouté un 11° rédigé comme suit :

« 11° un projet de vie institutionnel répondant aux besoins des résidents afin de leur assurer un bien-être optimal et de maintenir leur autonomie.

Le Gouvernement définit le contenu minimal du projet de vie institutionnel. »

2. L'alinéa 1<sup>er</sup> du paragraphe 5 est remplacé par la disposition suivante :

« Le Gouvernement agréé les résidences-services dont les logements individuels comportent au moins les pièces suivantes :

- 1° une salle de séjour;
- 2° un espace cuisine, éventuellement intégré dans la salle de séjour;
- 3° une chambre à coucher;
- 4° une salle de bains;
- 5° une toilette, éventuellement intégrée dans la salle de bains. »

3. Au paragraphe 5, l'alinéa suivant est inséré entre l'alinéa 1<sup>er</sup> et l'alinéa 2 :

« Les superficies minimales des logements visés à l'alinéa 1<sup>er</sup> sont fixées par le Gouvernement. »

**Art. 5.** A l'article 6 du même décret, les alinéas 5 à 9 sont remplacés par les alinéas suivants :

« Le Gouvernement fixe les procédures d'octroi et de suspension de l'autorisation provisoire de fonctionnement, d'octroi, de renouvellement, de suspension, de refus ou de retrait de l'agrément, ainsi que les délais de décision.

Un recours contre les décisions de suspension de l'autorisation provisoire de fonctionnement, de suspension, de refus ou de retrait de l'agrément peut être exercé auprès du Gouvernement, selon les modalités qu'il fixe. Ce recours n'est pas suspensif.

La suspension de l'autorisation provisoire de fonctionnement et la suspension de l'agrément impliquent l'interdiction d'accueillir de nouveaux résidents.

Lorsque le titre de fonctionnement est suspendu et qu'il arrive à échéance :

1° le titre et la suspension sont, en ce qui concerne les autorisations provisoires de fonctionnement, implicitement prolongés jusqu'à ce qu'une décision intervienne sur la demande d'agrément;

2° la suspension est, en ce qui concerne les agréments, implicitement prolongée jusqu'à ce qu'une décision intervienne sur la nouvelle demande d'agrément.

Le refus ou le retrait de l'agrément entraîne la fermeture de l'établissement.

Les décisions de suspension, de retrait ou de refus des titres de fonctionnement peuvent ne concerner que certaines parties du bâtiment ou certains sites d'implantation. »

**Art. 6.** A l'article 7 du même décret sont apportées les modifications suivantes :

1. Les alinéas 2 et 3 sont remplacés par les alinéas suivants :

« L'autorisation provisoire de fonctionnement a une durée maximale d'un an.

Elle peut être prolongée si des travaux de sécurité le justifient.

Sauf en cas d'application de l'article 6, alinéa 8, 1°, si, au terme du délai fixé, aucun refus d'agrément n'est intervenu, l'agrément est réputé accordé. »

2. Un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 3 et 4 :

« En cas de changement de gestionnaire, lorsque la maison de repos, la résidence-services ou le centre d'accueil de jour bénéficie d'une autorisation provisoire de fonctionnement, celle-ci est reconduite pour une durée maximale d'un an à dater de la communication du changement visée à l'article 12, alinéa 2, sans préjudice de la faculté de prolongation visée à l'article 7, alinéa 3. »

**Art. 7.** L'article 8, alinéa 1<sup>er</sup>, du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« Toutes les décisions relatives à l'octroi de l'autorisation provisoire de fonctionnement ou de l'agrément, à la suspension de l'autorisation provisoire de fonctionnement ou de l'agrément, au refus ou au retrait de l'agrément, sont communiquées par le Gouvernement au bourgmestre et au président du centre public d'aide sociale qui en informe le conseil de l'aide sociale. »

**Art. 8.** L'article 9, alinéa 3, du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« Toutes les décisions relatives à l'octroi ou à la suspension de l'autorisation provisoire de fonctionnement ou de l'agrément, au refus ou au retrait de l'agrément, sont communiquées par écrit et sans délai aux résidents ou à leurs représentants par le gestionnaire. »

**Art. 9.** L'article 10 du même décret est abrogé.

**Art. 10.** A l'article 11 du même décret, les mots « , de non-renouvellement » sont supprimés.

**Art. 11.** A l'article 13 du même décret, les alinéas 1<sup>er</sup> et 2 sont remplacés par les alinéas suivants :

« L'agrément peut être refusé, suspendu ou retiré par le Gouvernement pour cause d'inobservation des dispositions du présent décret ou des dispositions fixées en vertu du présent décret.

L'autorisation provisoire de fonctionnement peut être suspendue pour les mêmes causes.

Toute entrave à l'exécution des missions de surveillance des fonctionnaires par le gestionnaire de l'établissement ou par toute personne agissant en son nom peut entraîner la suspension de l'autorisation provisoire de fonctionnement ou de l'agrément, le refus ou le retrait de l'agrément. »

**Art. 12.** Il est inséré, dans le chapitre III du même décret, un article 13<sup>bis</sup> rédigé comme suit :

« Art. 13<sup>bis</sup>. La capacité fixée par le titre de fonctionnement d'une maison de repos, d'une résidence-services ou d'un centre d'accueil de jour peut être réduite en cas d'inoccupation partielle, dans les conditions fixées par le Gouvernement.

Un recours contre les décisions de réduction de la capacité de l'établissement peut être exercé auprès du Gouvernement selon les modalités qu'il fixe. Le recours est suspensif. »

**Art. 13.** L'article 17 du même décret est abrogé.

**Art. 14.** L'article 18 du même décret est remplacé par l'article suivant :

« Art. 18. Dans chaque maison de repos, il est créé un conseil des résidents qui se réunit au moins une fois par trimestre.

Afin d'assurer le bon fonctionnement de ce conseil, celui-ci reçoit le soutien du personnel de la maison de repos.

Le conseil est composé de résidents ou de leurs représentants et/ou de membres de leur famille. Le directeur ou son représentant peut assister aux réunions du conseil.

Le conseil des résidents donne des avis et fait des suggestions, notamment au sujet du fonctionnement de l'établissement, de l'organisation des services, du projet de vie et des activités d'animation.

Le Gouvernement fixe les modalités de fonctionnement du conseil des résidents. »

**Art. 15.** Il est inséré, dans le chapitre IV du même décret, un article 18<sup>bis</sup> rédigé comme suit :

« Art. 18<sup>bis</sup>. Sans préjudice d'une augmentation de prix autorisée en application de l'article 5, § 2, 2°, en cas de nouvelle construction ou de travaux de transformation de la maison de repos, de la résidence-services ou du centre d'accueil de jour, les résidents présents avant le début des travaux conservent un droit au maintien du prix d'hébergement ou d'accueil. »

**Art. 16.** Il est inséré, dans le chapitre IV du même décret, un article 18<sup>ter</sup> rédigé comme suit :

« Art. 18<sup>ter</sup>. En cas de paiement tardif du prix d'hébergement ou d'accueil, seul un intérêt moratoire, dont le taux ne peut excéder le taux de l'intérêt légal, peut être réclamé en sus. »

**Art. 17.** Il est inséré, dans le chapitre IV du même décret, un article 18<sup>quater</sup> rédigé comme suit :

« Art. 18<sup>quater</sup>. Un acompte pour l'entrée dans la maison de repos, la résidence-services ou le centre d'accueil de jour ne peut être exigé qu'après la signature de la convention établie entre le gestionnaire et le résident.

Celle-ci indique la date d'entrée dans l'établissement.

L'acompte est déduit de la première facture ou est restitué si la personne âgée est, pour des raisons indépendantes de sa volonté, dans l'impossibilité d'entrer dans l'établissement ou si le gestionnaire ne peut pas accueillir la personne à la date prévue par la convention. »

**Art. 18.** L'article 19 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 19. § 1<sup>er</sup>. Toute personne intéressée peut adresser au Gouvernement, à l'administration ou au bourgmestre une plainte relative au fonctionnement d'une maison de repos, d'une résidence-services ou d'un centre d'accueil de jour.

Toute plainte visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> fait l'objet d'un accusé de réception envoyé dans les huit jours.

§ 2. Le bourgmestre ou l'administration à qui une plainte a été adressée en informant sans délai :

1° le Gouvernement;

2° le gestionnaire de la maison de repos, de la résidence-services ou du centre d'accueil de jour.

§ 3. Lorsqu'une médiation s'avère possible, le bourgmestre peut agir en conciliation et formuler les recommandations qui lui semblent de nature à apporter une solution aux difficultés de fonctionnement.

§ 4. Le bourgmestre ou le fonctionnaire qu'il délègue peut visiter la maison de repos, la résidence-services ou le centre d'accueil de jour.

En cas de visite de locaux constitutifs d'un domicile et à défaut de l'accord de l'occupant, il requiert l'autorisation du juge du tribunal de police ou de son suppléant.

§ 5. Le bourgmestre ou l'administration adressent au Gouvernement un rapport sur les informations qu'ils ont pu recueillir.

Le gestionnaire de la maison de repos, de la résidence-services ou du centre d'accueil de jour informe sans délai le bourgmestre et l'administration des suites réservées à la plainte.

Le Gouvernement ou l'administration informe le plaignant et le gestionnaire de la suite réservée à la plainte. »

**Art. 19.** A l'article 21, § 3, 2°, du même décret, les mots « une caution » sont remplacés par les mots « un acompte ».

**Art. 20.** L'article 22 du même décret est remplacé par l'article suivant :

« Art. 22. § 1<sup>er</sup>. Selon la procédure qu'il détermine, le Gouvernement peut décider d'urgence la fermeture d'une maison de repos, d'une résidence-services ou d'un centre d'accueil de jour lorsque :

1° un manquement aux règles fixées par ou en vertu du présent décret porte gravement atteinte aux droits, à la sécurité ou à la santé des résidents;

2° des motifs urgents relatifs à la santé publique ou à la sécurité le justifient.

La décision de fermeture peut ne concerner que certaines parties du bâtiment ou certains sites d'implantation.

Il peut être mis fin à la décision de fermeture si les circonstances qui l'ont justifiée ne sont plus réunies.

Le Gouvernement fixe les règles selon lesquelles un recours peut être exercé contre la décision de fermeture d'urgence.

Ce recours n'est pas suspensif.

§ 2. Selon la procédure qu'il détermine, le Gouvernement ordonne la fermeture des établissements qui fonctionnent sans avoir obtenu un titre de fonctionnement. »

**Art. 21.** A l'article 23 du même décret, l'alinéa 1<sup>er</sup> est remplacé par l'alinéa suivant :

« Le bourgmestre est chargé de l'exécution des décisions de fermeture visées à l'article 22 et de procéder aux fermetures qui découlent des décisions de refus ou de retrait d'agrément des maisons de repos, des résidences-services et des centres d'accueil de jour. »

**Art. 22.** Il est inséré, dans le chapitre V du même décret, un article 23<sup>bis</sup> rédigé comme suit :

« Art. 23<sup>bis</sup>. Toute personne chargée de l'administration d'un établissement par décision judiciaire se fait immédiatement connaître auprès de l'administration.

Toute décision d'évacuation fait l'objet d'une concertation préalable entre l'administrateur de l'établissement désigné par décision judiciaire, le bourgmestre et l'administration. »

**Art. 23.** A l'article 24 du même décret sont apportées les modifications suivantes :

1. Au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 2, le 3° est remplacé par la disposition suivante :

« 3° les refus et retraits d'agrément et les suspensions des titres de fonctionnement; ».

2. Au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 2, il est ajouté un 5°, rédigé comme suit :

« 5° les décisions prises en application de l'article 13<sup>bis</sup>. »

3. Au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 4, les mots « ainsi que de retrait de l'autorisation provisoire » sont supprimés.

4. L'alinéa 5 du paragraphe 1<sup>er</sup> est remplacé par la disposition suivante :

« Le Conseil est informé pour sa prochaine séance des dossiers d'autorisation provisoire de fonctionnement et de leur prolongation, d'agrément, ainsi que des décisions qui ont été prises suite à l'avis émis dans le cadre de l'article 24, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, 3°, 4° et 5°. »

5. L'alinéa 1<sup>er</sup> du paragraphe 2 est remplacé par la disposition suivante :

« Le Conseil transmet ses avis dans le délai de trois mois. A défaut, la procédure est poursuivie. »

**Art. 24.** A l'article 25 du même décret est ajouté un paragraphe 4 rédigé comme suit :

« § 4. Les membres d'une assemblée législative fédérale, communautaire ou régionale ne peuvent pas être membres du Conseil. »

**Art. 25.** A l'article 30 du même décret sont apportées les modifications suivantes :

1. A l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « et au plus tard jusqu'au 31 décembre 2003 » sont ajoutés après le mot « échéance ».

2. Les alinéas 3 et 4 sont abrogés.

**Art. 26.** Un article 30bis, rédigé comme suit, est inséré dans le même décret :

« Art. 30bis. Par dérogation à l'article 5, § 5, alinéa 1<sup>er</sup>, les établissements qui correspondent à la définition de résidence-services et qui étaient en activité le 6 février 1999 peuvent être agréés lorsque les logements individuels comportent au moins les pièces suivantes :

1° une salle de séjour comprenant un espace cuisine et un espace de nuit;

2° une salle de bains;

3° une toilette, éventuellement intégrée dans la salle de bains.

Les superficies minimales des logements visés au présent article sont fixées par le Gouvernement. »

**Art. 27.** Sans préjudice de la délégation octroyée au Gouvernement par l'article 4, § 1<sup>er</sup>, du décret du 5 juin 1997 relatif aux maisons de repos, résidences-services et aux centres d'accueil de jour pour personnes âgées et portant création du Conseil wallon du troisième âge :

1° le programme relatif au nombre de lits de maison de repos est fixé pour l'ensemble de la Région wallonne à 6,8 lits par cent habitants âgés de soixante ans au moins. La programmation se réalise par arrondissement afin de permettre à chaque arrondissement de disposer de 6,3 lits par cent habitants âgés de soixante ans au moins. Dans ce programme, 29 % au minimum des lits sont réservés au secteur public, 21 % au minimum au secteur privé non lucratif et 50 % au maximum au secteur privé commercial;

2° le programme relatif au nombre de logements particuliers dans les résidences-services est fixé à deux logements pour cent personnes âgées de soixante ans au moins pour chaque arrondissement. Dans ce programme, 40 % des logements sont réservés au secteur public, 30 % au secteur privé non lucratif et 30 % au secteur privé commercial;

3° le programme relatif au nombre de places d'accueil des centres d'accueil de jour est fixé à deux places pour cent personnes âgées de plus de soixante ans au moins pour chaque arrondissement. Dans ce programme, 40 % des places sont réservés au secteur public, 30 % au secteur privé non lucratif et 30 % au secteur privé commercial.

**Art. 28.** Sous réserve de l'alinéa 2, le Gouvernement fixe la date d'entrée en vigueur du présent décret.

Les articles 3, point 2, et 27 entrent en vigueur le jour de la publication du présent décret au *Moniteur belge*.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Donné à Namur, le 6 février 2003.

Le Ministre-Président,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E, de la Recherche et des Technologies nouvelles,  
S. KUBLA

Le Ministre des Transports, de la Mobilité et de l'Energie,  
J. DARAS

Le Ministre du Budget, du Logement, de l'Equipement et des Travaux publics,  
M. DAERDEN

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,  
M. FORET

Le Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité,  
J. HAPPART

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,  
Ch. MICHEL

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,  
Th. DETIENNE

La Ministre de l'Emploi et de la Formation,  
Mme M. ARENA

(1) Session 2001-2002.

*Documents du Conseil* : 413 (2002-2003) N<sup>os</sup> 1 à 16.

*Compte rendu intégral*. — Séance publique du 30 janvier 2003.

Discussion. — Vote.

## VERTALING

## MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2003 — 971

[2003/200359]

**6 FEBRUARI 2003.** — Decreet tot wijziging van het decreet van 5 juni 1997 betreffende de rustoorden, de serviceflats en de dagcentra voor bejaarden en houdende oprichting van de « Conseil wallon du troisième âge » (Waalse Raad voor de Derde Leeftijd) (1)

De Waalse Gewestraad heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

**Artikel 1.** Dit decreet regelt, krachtens artikel 138 van de Grondwet, een materie bedoeld in artikel 128, § 1, van de Grondwet.

**Art. 2.** In artikel 2 van het decreet van 5 juni 1997 betreffende de rustoorden, de serviceflats en de dagcentra voor bejaarden en houdende oprichting van de « Conseil wallon du troisième âge » worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1. in punt 1° worden de woorden « onder welke benaming ook » ingevoegd tussen de woorden « inrichting » en « voor ».

2. Het punt 2° wordt vervangen als volgt :

« 2° serviceflats : één of meer gebouwen, onder welke benaming ook, die een functioneel geheel vormen dat beheerd wordt door een inrichtende macht die personen van minstens zestig jaar oud tegen betaling individuele woningen aanbiedt waarin ze zelfstandig kunnen leven, alsook diensten waarop ze zelf een beroep kunnen doen.

Het begrip « functioneel geheel » wordt nader bepaald door de Regering.

De lokalen, uitrustingen en gemeenschappelijke diensten kunnen ook toegankelijk zijn voor andere personen die minstens zestig jaar oud zijn.

De hierna vermelde inrichtingen en woningen worden niet als serviceflats in de zin van dit decreet beschouwd op voorwaarde dat ze die benaming niet gebruiken :

a) de woningen voor oude gezinnen en de centra voor gemeenschappelijke diensten die onder respectievelijk het besluit van de Regent van 2 juli 1949 en het decreet van de Franse Gemeenschap van 30 juni 1982 vallen;

b) de inrichtingen die voldoen aan de definitie van serviceflat en die vóór 6 februari 1999 bestonden, voorzover ze het voorwerp zijn van een verzoek om vrijstelling binnen een termijn van zes maanden vanaf de datum van inwerkingtreding van het decreet van 6 februari 2003 tot wijziging van het decreet van 5 juni 1997 betreffende de rustoorden, de serviceflats en de dagcentra voor bejaarden en houdende oprichting van de « Conseil wallon du troisième âge ». Het verzoek om vrijstelling wordt bij de Regering ingediend. De Regering bepaalt de inhoud van het dossier en de modaliteiten voor de behandeling van het verzoek om vrijstelling;

c) de private woningen bewoond door hun eigenaars. »

3. In punt 3° worden de woorden « onder welke benaming ook » ingevoegd tussen de woorden « centrum » en « dat ».

4. *3bis.* In punt 8° wordt het woord « levensproject » voorafgegaan door het woord « institutioneel ».

Artikel 2 wordt aangevuld met de punten 9°, 10° en 11°, luidend als volgt :

9° administratie : de administratie van het Waalse Gewest belast met het derde leeftijdsbeleid;

10° werkingsvergunning : erkenning of voorlopige werkingsvergunning;

11° kortstondig verblijf : tijdelijk verblijf in een rustoord, waarvan de duur aanvankelijk in gemeenschappelijk overleg wordt vastgelegd door de beheerder en de bewoner of diens vertegenwoordiger.

**Art. 3.** 3. In artikel 4 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1. het derde lid van paragraaf 1 wordt opgeheven;

2. in paragraaf 1, vierde lid, worden de woorden « met hun specifieke behoeften » geschrapt;

3. paragraaf 1 wordt aangevuld met drie leden, luidend als volgt :

« De Regering kan overeenkomstig de regels die ze zelf bepaalt, afwijken van het programma van de rustoorden ten einde beginselakkoorden toe te staan waarbij bedden die gerecupereerd worden op grond van een besluit tot capaciteitsvermindering genomen krachtens artikel 13*bis* of na het verstrijken van de geldigheidsduur van een beginselakkoord bedoeld in artikel 30, eerste lid, opnieuw verdeeld kunnen worden in hun sector van herkomst.

De administratie verstrekt op verzoek uitvoerige gegevens over de geactualiseerde stand van de implementatieprogramma's.

Die gegevens geven een overzicht van de toestand ten aanzien van de voorschriften die de Federale Regering opgelegd heeft inzake financiering van de zorgverlening in rustoorden en, per arrondissement, de toepassing van het implementatieprogramma al naar gelang de demografische gegevens, alsook het aantal beschikbare bedden, woningen en opvangplaatsen per sector. »

4. Paragraaf 2 wordt vervangen als volgt :

« § 2. Elk project betreffende de opening van een rustoord, een serviceflat of een dagcentrum, de uitbreiding ervan of de heropening ervan na een onderbreking van de uitbating vereist het beginselakkoord van de Regering. Als een verzoek om beginselakkoord bij de Regering ingediend wordt, gaat deze na of het project verenigbaar is met het programma bedoeld in paragraaf 1.

De verandering van beheerder van een rustoord, serviceflat of dagcentrum wordt niet als onderbreking van de uitbating beschouwd.

Als een inrichting van sector verandert, wordt een voorafgaand beginselakkoord vereist.

Het beginselakkoord mag niet afgestaan worden, behalve bij vervanging van de beheerder van de inrichting waaraan de bij de overdracht betrokken bedden, woningen en opvangplaatsen toebehoren en voorzover deze geconcretiseerd worden op dezelfde site, onder dezelfde voorwaarden en binnen dezelfde termijnen als die welke zijn vastgelegd bij het geven van het beginselakkoord.

De bescherming van de bewoners kan het voorwerp uitmaken van bijzondere modaliteiten als het verzoek om beginselakkoord vergezeld gaat van een overdracht van bedden, woningen of opvangplaatsen waarvoor een werkingsvergunning is verleend.

Het verzoek om beginselakkoord wordt door de beheerder bij de Regering ingediend.

De samenstelling van het dossier wordt door de Regering bepaald.

Het dossier bevat hoe dan ook een beschrijving van de geplande infrastructuren en inrichtingen.

Het door de Regering gegeven beginselakkoord is niet meer van kracht als de werkingsvergunning niet binnen drie jaar verleend wordt.

Die termijn kan volgens de door de Regering bepaalde modaliteiten met hoogstens drie jaar verlengd worden op grond van een rechtvaardigingsgeschrift dat aantoonbaar is waarom het project niet kon worden uitgevoerd binnen drie jaar.

De Regering bepaalt de modaliteiten voor de indiening van de verzoeken en voor het geven van het beginselakkoord, alsook de termijnen voor de besluitvorming.

Tegen de beslissingen betreffende de beginselakkoorden kan bij de Regering beroep ingesteld worden volgens de modaliteiten die zij bepaalt, behalve tegen beslissingen gemotiveerd door de dwingende aard van de programmering. »

**Art. 4.** 4. In artikel 5 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1. in paragraaf 2, 10°, tweede lid, worden de zinnen « De Regering bepaalt eveneens de specifieke voorschriften voor het korte verblijf. Het korte verblijf mag niet langer duren dan zes maanden » vervangen door de zin « De Regering bepaalt eveneens de specifieke voorschriften voor het korte verblijf, met inbegrip van de duur ervan. »

1bis. Paragraaf 2 wordt aangevuld met een punt 11°, luidend als volgt :

« 11° een institutioneel levensproject dat inspeelt op de behoeften van de bewoners om hen een optimale levenskwaliteit te waarborgen en hun autonomie te handhaven.

De Regering bepaalt de minimale inhoud van het institutionele levensproject. »

2. Het tweede lid van paragraaf 5 wordt vervangen als volgt :

« De Regering erkent de serviceflats waarvan de individuele woningen hoe dan ook de volgende ruimtes bevatten :

1° een woonkamer;

2° een keukenruimte, eventueel in de woonkamer;

3° een slaapkamer;

4° een badkamer;

5° een toilet, eventueel in de badkamer. »

3. In paragraaf 5 wordt tussen het eerste en het tweede lid het volgende lid ingevoegd :

« De minimale oppervlakten van de woningen bedoeld in het eerste lid worden door de Regering bepaald. »

**Art. 5.** In artikel 6 van hetzelfde decreet worden de leden 5 tot 9 vervangen door de volgende leden :

« De Regering bepaalt de procedures voor de toekenning en de schorsing van de voorlopige werkingsvergunning, voor de toekenning, vernieuwing, schorsing, weigering of intrekking van de erkenning, alsmede de beslissingstermijnen.

Tegen de beslissingen tot schorsing van de voorlopige werkingsvergunning, tot schorsing, weigering of intrekking van de erkenning kan bij de Regering een beroep ingesteld worden volgens de modaliteiten die zij bepaalt. Het beroep is niet schorsend.

De schorsing van de voorlopige werkingsvergunning en de schorsing van de erkenning impliceren het verbod tot opnemings van nieuwe bewoners.

Als de werkingsvergunning geschorst is en als ze verstrijkt :

1° worden de vergunning en de schorsing, wat de voorlopige werkingsvergunningen betreft, impliciet verlengd tot een beslissing valt over de aanvraag om erkenning;

2° wordt de schorsing, wat de erkenningen betreft, impliciet verlengd tot een beslissing valt over de nieuwe aanvraag om erkenning.

De weigering of de intrekking van de erkenning heeft de sluiting van de inrichting tot gevolg. De beslissingen tot schorsing, intrekking of weigering van een werkingsvergunning kunnen slechts op bepaalde delen van een gebouw of op bepaalde vestigingen slaan. »

**Art. 6.** In artikel 7 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1. het tweede en het derde lid worden vervangen door de volgende leden :

« De voorlopige werkingsvergunning geldt maximum één jaar. Ze kan verlengd worden als veiligheidswerken zulks rechtvaardigen. De erkenning wordt geacht verleend te zijn als ze na afloop van de vastgelegde termijn niet het voorwerp van een weigering heeft uitgemaakt, behalve bij toepassing van artikel 6, achtste lid, 1<sup>o</sup>. »

2. Tussen het derde en het vierde lid wordt een nieuw lid ingevoegd, luidend als volgt :

« Als een voorlopige werkingsvergunning aan het rustoord, de serviceflat of het dagcentrum verleend wordt, wordt ze bij verandering van beheerder met hoogstens één jaar verlengd vanaf de datum van mededeling van de verandering bedoeld in artikel 12, tweede lid, onverminderd de verlengingsmogelijkheid bedoeld in artikel 7, derde lid. »

**Art. 7.** Artikel 8, eerste lid, van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

« Alle beslissingen tot verlening van de voorlopige werkingsvergunning of de erkenning, tot schorsing van de voorlopige werkingsvergunning of de erkenning, tot weigering of intrekking van de erkenning worden door de Regering meegedeeld aan de burgemeester en aan de voorzitter van het openbaar centrum voor maatschappelijke hulp, die de raad voor sociale bijstand daarvan kennis geeft. »

**Art. 8.** Artikel 9, derde lid, van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

« Alle beslissingen tot verlening of schorsing van de voorlopige werkingsvergunning of van de erkenning, tot weigering of intrekking van de erkenning worden schriftelijk en zo spoedig mogelijk door de beheerder aan de bewoners of aan hun vertegenwoordigers meegedeeld. »

**Art. 9.** Artikel 10 van hetzelfde decreet wordt opgeheven.

**Art. 10.** In artikel 11 van hetzelfde decreet worden de woorden « niet-vernieuwing » geschrapt.

**Art. 11.** In artikel 13 van hetzelfde decreet worden het eerste en het tweede lid vervangen als volgt :

« De erkenning kan door de Regering geweigerd, geschorst of ingetrokken worden als de bepalingen van dit decreet of de krachtens dit decreet vastgelegde bepalingen niet in acht worden genomen.

De voorlopige werkingsvergunning kan om dezelfde redenen geschorst worden. Als de beheerder van de inrichting of de persoon die in zijn naam handelt, de ambtenaren belet toezicht uit te oefenen, kan dat aanleiding geven tot de schorsing van de voorlopige werkingsvergunning of van de erkenning, tot de weigering of de intrekking van de erkenning. »

**Art. 12.** In hoofdstuk III van hetzelfde decreet wordt een artikel 13*bis* ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 13*bis*. De capaciteit bepaald bij de werkingsvergunning van een rustoord, serviceflat of dagcentrum kan onder de door de Regering bepaalde voorwaarden verminderd worden in geval van gedeeltelijke niet-bewoning.

Tegen de beslissingen tot vermindering van de capaciteit van de inrichting kan beroep bij de Regering ingesteld worden volgens de modaliteiten die zij bepaalt. Het beroep is schorsend. »

**Art. 13.** Artikel 17 van hetzelfde decreet wordt opgeheven.

**Art. 14.** Artikel 18 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

« Art. 18. Er wordt in elk rustoord een bewonersraad opgericht die minstens één keer per kwartaal vergadert.

De raad wordt gesteund door het personeel van het rustoord ten einde de vlotte werking ervan te waarborgen.

De raad is samengesteld uit de bewoners of hun vertegenwoordigers en/of gezinsleden.

De bewonersraad geeft adviezen en doet voorstellen, met name i.v.m. de werking van de inrichting, de organisatie van de diensten, het levensproject en de animatieactiviteiten.

De Regering bepaalt de modaliteiten voor de werking van de bewonersraad. »

**Art. 15.** In hoofdstuk IV van hetzelfde decreet wordt een artikel 18*bis* ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 18*bis*. In geval van nieuwbouw of van verbouwingswerken in het rustoord, de serviceflat of het dagcentrum, behouden de bewoners die voor de aanvang van de werken aanwezig zijn, het recht op de handhaving van de verblijf- of opvangprijs, onverminderd een prijsverhoging toegestaan overeenkomstig artikel 5, § 2. »

**Art. 16.** In hoofdstuk IV van hetzelfde decreet wordt een artikel 18*ter* ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 18*ter*. Bij laattijdige betaling van de verblijf- of opvangprijs kan enkel een verwijlinterest vereist worden waarvan het percentage niet hoger mag zijn dan het percentage van de wettelijke rente. »

**Art. 17.** In hoofdstuk IV van hetzelfde decreet wordt een artikel 18*quater* ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 18*quater*.- Een voorschot voor de opneming in het rustoord, de serviceflat of het dagcentrum mag pas geëist worden na de ondertekening van de overeenkomst door de beheerder en de bewoner.

De overeenkomst vermeldt de datum van opneming in de inrichting.

Het voorschot wordt in mindering gebracht van de eerste factuur of terugbetaald als de bejaarde om redenen buiten zijn wil om onmogelijk opgenomen kan worden in de inrichting of als de beheerder hem niet kan opnemen op de datum waarin de overeenkomst voorziet. »

**Art. 18.** Artikel 19 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

« Art. 19. § 1. Elke belanghebbende kan bij de Regering, de administratie of de burgemeester een klacht indienen i.v.m. de werking van een rustoord, serviceflat of dagcentrum. Van elke klacht bedoeld in het eerste lid wordt binnen acht dagen ontvangst bericht.

§ 2. De burgemeester of de administratie aan wie een klacht is gericht, verwittigt onmiddellijk :

1° de Regering;

2° de beheerder van het rustoord, de serviceflat of het dagcentrum.

§ 3. Als bemiddeling mogelijk blijkt, kan de burgemeester een minnelijke schikking zoeken en aanbevelingen geven die volgens hem kunnen bijdragen tot een oplossing van de werkingsproblemen.

§ 4. De burgemeester of de door hem gemachtigde-ambtenaar mag het rustoord, de serviceflat of het dagcentrum bezoeken. Als het gaat om een bezoek van lokalen die als woonplaats dienen en als het akkoord van de bewoner ontbreekt, vraagt hij de toestemming van de rechter van de politierechtbank of van diens plaatsvervanger.

§ 5. De burgemeester of de administratie bezorgt de Regering een rapport over de gegevens die hij/zij heeft kunnen inwinnen. De beheerder van het rustoord, de serviceflat of het dagcentrum geeft de burgemeester en de Regering onmiddellijk kennis van het gevolg dat aan de klacht wordt gegeven. De Regering of de administratie geeft de klagende partij en de beheerder kennis van het gevolg dat aan de klacht wordt gegeven. »

**Art. 19.** In artikel 21, § 3, 2°, van hetzelfde decreet wordt het woord « of waarborg » door het woord « voorschot » vervangen. »

**Art. 20.** Artikel 22 van hetzelfde decreet wordt vervangen door volgend artikel :

« Art.22. § 1. De Regering kan met inachtneming van de door haar bepaalde procedure besluiten tot de dringende sluiting van een rustoord, serviceflat of dagcentrum als :

1° een overtreding van de bij of krachtens dit decreet bepaalde regels de rechten, de veiligheid of de gezondheid van de bewoners ernstig in het gedrang brengt;

2° dringende volksgezondheids- of veiligheidsredenen zulks rechtvaardigen. Het besluit tot sluiting mag slechts op bepaalde delen van het gebouw of op bepaalde vestigingen betrekking hebben.

Er kan een einde gemaakt worden aan het besluit tot sluiting als de omstandigheden die het gerechtvaardigd hebben, niet meer aanwezig zijn. De Regering bepaalt de regels voor de indiening van een beroep tegen het besluit tot dringende sluiting.

Het beroep is niet schorsend.

§ 2. De Regering beveelt de sluiting van de inrichtingen die zonder werkingsvergunning werken, met inachtneming van de procedure die zij bepaalt. »

**Art. 21.** In artikel 23 van hetzelfde decreet wordt het eerste lid vervangen door het volgende lid :

« De burgemeester is belast met de uitvoering van de besluiten tot sluiting bedoeld in artikel 22 en met de sluitingen opgelegd bij de besluiten tot weigering of erkenning van de rustoorden, serviceflats en dagcentra. »

**Art. 22.** In hoofdstuk V van hetzelfde decreet wordt een artikel *23bis* ingevoegd, luidend als volgt :

« Art.23bis. Elke persoon die bij een rechtsbeslissing met de administratie van een inrichting belast wordt, meldt zich onmiddellijk bij de administratie.

Elk besluit tot ontruiming is het voorwerp van een voorafgaand overleg tussen de bestuurder van de inrichting, aangewezen bij een rechtsbeslissing, de burgemeester en de administratie. »

**Art. 23.** In artikel 24 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1. in paragraaf 1, tweede lid, wordt punt 3° vervangen als volgt :

« 3° de weigeringen en intrekkingen van erkenningen en de schorsingen van de werkingsvergunningen; ».

2. In paragraaf 1, tweede lid, wordt een punt 5° ingevoegd, luidend als volgt :

5° de beslissingen genomen krachtens artikel *13bis*. »

3. In paragraaf 1, vierde lid, worden de woorden « intrekking van de voorlopige werkingsvergunning » geschrapt.

4. Het vijfde lid van paragraaf 1 wordt vervangen als volgt :

« De Raad wordt tegen zijn volgende vergadering in kennis gesteld van de dossiers inzake voorlopige werkingsvergunning en verlenging ervan, inzake erkenning, alsook van de besluiten genomen ingevolge het advies gegeven overeenkomstig artikel 24, § 1, tweede lid, 3°, 4° en 5°. »

5. Het eerste lid van paragraaf 2 wordt vervangen als volgt :

« De Raad maakt zijn adviezen over binnen drie maanden. Zo niet wordt de procedure voortgezet. »

**Art. 24.** In artikel 25 van hetzelfde decreet wordt een paragraaf 4 ingevoegd, luidend als volgt :

« § 4. De leden van een federale, communautaire of gewestelijke wetgevende vergadering mogen geen lid van de Raad zijn. »

**Art. 25.** In artikel 30 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1. In het eerste lid worden de woorden « uiterlijk 31 december 2003 » toegevoegd na het woord « vervalddag. »

2. Het derde en het vierde lid worden opgeheven.

**Art. 26.** In hetzelfde decreet wordt een artikel *30bis* ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. *30bis*. In afwijking van artikel 5, § 5, eerste lid, kunnen de inrichtingen die voldoen aan de definitie van serviceflat en die op 6 februari 1999 in dienst waren, erkend worden als de individuele woningen hoe dan ook de volgende ruimtes bevatten :

1° een woonkamer met een kook- en een nachtruimte;

2° een badkamer;

3° een toilet, eventueel in de badkamer.

De minimale oppervlakten van de woningen bedoeld in dit artikel worden door de Regering bepaald. »

**Art. 27.** Onverminderd de bevoegdheid toegekend aan de Regering krachtens artikel 4, § 1, van het decreet van 5 juni 1997 betreffende de rustoorden, de serviceflats en de dagcentra voor bejaarden en houdende oprichting van de « Conseil wallon du troisième âge » :

1° voorziet het programma betreffende het aantal rustoordbedden voor het geheel van het Waalse Gewest in 6,8 bedden per honderd bewoners van minstens zestig jaar oud. Het programma wordt per arrondissement uitgevoerd zodat elk arrondissement kan beschikken over 6,3 bedden voor honderd bewoners van minstens zestig jaar oud. Het programma bestemt minstens 29 % van de bedden voor de openbare sector, minstens 21 % voor de non-profit privé-sector en hoogstens 50 % voor de commerciële privé-sector;

2° voorziet het programma betreffende het aantal private woningen in de serviceflats per arrondissement in twee woningen voor honderd personen van minstens zestig jaar oud. Het programma bestemt minstens 40 % van de woningen voor de openbare sector, 30 % voor de non-profit privé-sector en 30 % voor de commerciële privé-sector;

3° voorziet het programma betreffende het aantal plaatsen in dagcentra per arrondissement in twee plaatsen voor honderd personen van minstens zestig jaar oud. Het programma bestemt minstens 40 % van de woningen voor de openbare sector, 30 % voor de non-profit privé-sector en 30 % voor de commerciële privé-sector.

**Art. 28.** De datum van inwerkingtreding van dit decreet wordt door de Regering bepaald, onder voorbehoud van het tweede lid.

De artikelen 3, punt 2, en 27 treden in werking de dag waarop dit decreet in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 6 februari 2003.

De Minister-President,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Onderzoek en Nieuwe Technologieën,  
S. KUBLA

De Minister van Vervoer, Mobiliteit en Energie,  
J. DARAS

De Minister van Begroting, Huisvesting, Uitrusting en Openbare Werken,  
M. DAERDEN

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,  
M. FORET

De Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden,  
J. HAPPART

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,  
Ch. MICHEL

De Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid,  
Th. DETIENNE

De Minister van Tewerkstelling, Vorming en Huisvesting,  
Mevr. M. ARENA

(1) *Zitting 2001-2002*

*Stukken van de Raad* : 413 (2002-2003) nrs. 1 tot 16

*Volledig verslag*, openbare vergadering van 30 januari 2003

Bespreking. — Stemming.